

L'ESSENTIEL

- 1 **CHRONIQUE**  
**Qui paie bien ses profs s'enrichit...**  
Ou comment notre système éducatif doit être réformé ?
- 3 **CROISSANCE ECONOMIQUE**  
La croissance de l'économie tunisienne est restée anémique en 2014 : +2,3%
- 4 **PRODUCTION INDUSTRIELLE**  
La production industrielle s'effondre au mois de novembre : -8,3% m/m
- 4 **FMI - MAROC**  
Bonne santé de l'économie marocaine selon le FMI
- 5 **TAUX D'INTERET**  
Baisse du coût de l'argent au mois de février ; le TMM en baisse de 9 Bips par rapport à janvier
- 5 **BOURSE**  
Les indices de la Bourse de Tunis caracolent à des sommets historiques
- 5 **DINAR - DOLLAR U.S.**  
L'évolution du dollar érode le bénéfice que la Tunisie tire de la baisse du prix du pétrole

- LES INDICATEURS** attendus cette semaine
- Agrégats monétaires du mois de janvier publié par la BCT - Tunis
  - Indice des prix à la consommation familiale du mois de février publié par l'INS - Tunis
  - L'investissement étranger en janvier publié par la FIPA - Tunis
  - Rapport d'exécution du Budget de l'Etat du mois de décembre 2014 publié par le ministère des finances - Tunis
  - Enquête trimestrielle sur l'emploi (2<sup>ème</sup> trimestre 2014) publié par l'INS - Tunis
  - Le salaire moyen dans le secteur privé non agricole au T4-2014 publié par l'INS - Tunis

CHRONIQUE

Qui paie bien ses profs s'enrichit...

Ou comment notre système éducatif doit être réformé ?

La grève des profs est le symbole des blocages que rencontre la Tunisie pour se réformer. La voie du salut consiste à mettre fin à l'illusion et à l'hypocrisie du dogme de la gratuité, à refonder radicalement notre système scolaire et à rémunérer (plus que) décemment les enseignants car « *If you pay peanuts, Do you get Monkeys* ».

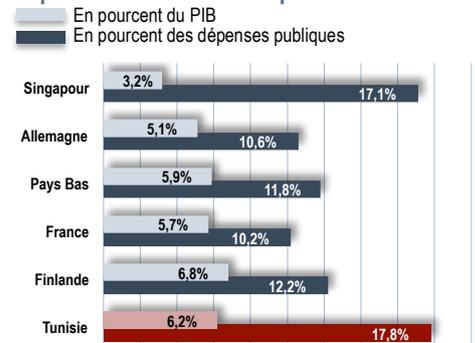
L'épreuve de force qui oppose depuis des semaines les profs et le ministère de l'éducation nationale est symptomatique des blocages que rencontre la Tunisie pour se réformer. Les crispations sur les acquis du passé, la peur du changement qui est pourtant l'essence même de la révolution et le recours aux méthodes ressassées pour aborder les vrais problèmes sont révélateurs d'un conservatisme suranné et d'une certaine indigence politico-intellectuelle à imaginer des solutions novatrices et porteuses d'avenir pour la Tunisie.

La Tunisie consacre plus de ressources financières à l'éducation de ses enfants que les pays les plus avancés scolairement...

Et pourtant ! Quelques chiffres tirés des statistiques de la Banque Mondiale, illustrent à eux-seuls le borbier dans lequel s'empêtre aujourd'hui l'école tunisienne. Des données qui éclairent les conséquences néfastes pour le pays des attermoissements, du déni de réalité et du manque de courage politique.

Avec moins de ressources financières allouées à l'éducation que la Tunisie, des pays comme la Finlande, Singapour, les Pays-Bas et bien d'autres réussissent à avoir l'école la plus performante du monde. Sans être citée dans les palmarès mondiaux comme un pays

Dépenses d'éducation comparées



Source : Graphique élaboré à partir des données de la Banque Mondiale

modèle en matière d'organisation et de performance de son système éducatif, la France dont l'école est si prisée et si courue par le Tunisien, réussit la gageure de lui consacrer moins de ressources financières que la Tunisie. Avec 6,2% de son PIB alloué aux dépenses d'éducation et 17,8% du total de ses dépenses publiques, soit davantage que les pays qui ont le meilleur « niveau scolaire » au monde, la Tunisie n'arrive ni à rémunérer correctement ses enseignants, ni à avoir une école publique gratuite qui éduque. La Tunisie dont la dépense par étudiant atteint 52,3% du PIB par habitant soit plus du double que Singapour (23,4%) et davantage que la France (37,4%) ou la Finlande (37,8%) ■ ■ ■

LES CHIFFRES DE LA SEMAINE

+2,3%	+4,4%	-16,9%	1,6%
<b>CROISSANCE ECONOMIQUE</b>	<b>PIB de l'Administration</b>	<b>INDUSTRIES MECANIQUE &amp; ELECTRIQUES</b>	<b>INFLATION MAROC</b>
Première estimation du taux de croissance du PIB tunisien en 2014. Source : Données de l'INS - Tunis	Taux de croissance de la valeur ajoutée de de l'Administration (ou PIB) en 2014. Source : Données de l'INS - Tunis	Recul (en pourcent) de la production du secteur des industries mécaniques & électriques au mois de novembre / octobre 2014 Source : Calculé d'après les données de l'INS - Tunis	Taux d'inflation du Maroc en 2014 ; le FMI table sur une inflation inférieure à 2% en 2015. Source : rapport de mission du FMI - 24 février 2015

n'arrive même pas à aligner dignement une institution universitaire au palmarès des universités mondiales. Avec moitié moins de ressources (en pourcent du PIB) que la Tunisie, être professeur à Singapour fait autant rêver qu'être chirurgien ou avocat : Il gagne autant que ces deux métiers.

### **Pour un bilan globalement désastreux**

En bref, le constat d'échec pour la Tunisie est douloureux ; d'autant plus douloureux que selon l'enquête PISA, l'école publique (et gratuite) tunisienne est loin de contribuer à atténuer les inégalités socio-économiques. Le bilan est cinglant lorsqu'on regarde la réalité du système éducatif tunisien au-delà de l'aspect strictement financier. Délabrement des infrastructures scolaires, misère du corps enseignant qui en est réduit à plonger dans l'informalité de la « formation parallèle » et des cours particuliers, effondrement de la qualité du service éducatif qui pousse les parents fortunés et les moins fortunés à désertir l'école publique pour se rabattre sur un secteur privé soucieux de rentabilité et de bourrage de crâne davantage que d'éducation des jeunes, inflation des diplômes et, la corruption aidant, laxisme grandissant au niveau de leur délivrance, etc. Autant de vérités sur le système éducatif tunisien que des décennies de carence des politiques publiques n'ont fait qu'aggraver.

### **« L'Effet maître »**

Inutile dans ces conditions de jeter l'anathème sur un corps enseignant qui n'en finit pas de souffrir sa condition et de dénoncer son misérabilisme croissant à coups de grèves de plus en plus en dures. En vérité, il y a longtemps que la Tunisie aurait dû valoriser et sacraliser le métier d'enseignant tant il vrai comme l'a montré une recherche académique mémorable (a), lorsque le compte en banque du prof est bien rempli, la tête de l'élève le sera aussi. Dans cette étude qui a consisté à éplucher les salaires des enseignants de 39 pays sur dix ans, deux chercheurs l'un britannique et l'autre espagnol, ont croisé ces rémunérations avec les résultats des élèves de 9 à 15 ans et ont abouti à cette évidence que les pays qui paient le mieux leurs professeurs classent leurs élèves en tête des évaluations internationales telles que PISA par exemple. Selon ces deux académiciens, lorsqu'on augmente de 10% le salaire des enseignants, la performance des élèves croît de 5% à 10%. Ce travail de recherche semble même avoir inspiré la Cour des comptes française qui a proposé dans son rapport (b) « *Gérer les enseignants autrement* » que le salaire des maîtres devrait être un des leviers à activer pour rendre l'école plus efficace. En répartissant autrement les dépenses publiques qui servent à payer les 870 000 professeurs que compte la France, on mobilise mieux les énergies estimant les magistrats spécialisés dans la vérification des comptes publics.

En bref, il y a actuellement un consensus qui se dégage autour de ce que les parents savent depuis longtemps sans oser le nommer dans le jargon des économistes : « l'Effet maître ». Cet effet explique à lui la différence qui existe entre l'élève qui a toujours eu de « bons profs » et les autres, les malchanceux. Inutile d'aller chercher plus loin la dégradation de la qualité de l'enseignement en Tunisie. Avec les salaires qu'il offre aux enseignants, le système éducatif tunisien ne peut ni attirer et encore moins motiver les bons profs.

### **Une mauvaise allocation des ressources, une incapacité à se remettre en cause et à penser les problèmes autrement**

A ce constat d'évidence, les experts en tous genres et les politiques en mal d'inspiration coincés par le sacro-saint dogme de la gratuité du service public-école butent sur le « mur budgétaire » pour répondre aux revendications jugées pourtant (avec beaucoup de courage) justifiées par l'actuel ministre de l'éducation. Non seulement les caisses de l'Etat sont vides et il faut recourir à l'endettement pour assurer les fins de mois des fonctionnaires (donc des profs) mais augmenter les profs revient à réveiller les autres volcans qui n'attendent que l'épilogue du duel actuel pour se manifester. Cet argument au demeurant fort valable, est à lui seul révélateur d'une certaine incapacité à penser le problème autrement.

La Tunisie, on l'a vu, n'est guère dépourvue de moyens financiers pour assurer l'épanouissement de son école et fournir à ses enfants une éducation de qualité. Elle est tout simplement incapable de se remettre en cause et de voir que le problème réside dans une mauvaise organisation de son système éducatif et d'une mauvaise allocation des ressources qu'elle consacre à l'éducation de ses jeunes.

### **Mettre fin à l'illusion et à l'hypocrisie de la gratuité de l'école**

En effet, les chiffres supra indiqués montrent clairement que la Tunisie ne manque pas de ressources financières pour financer son système éducatif et rémunérer plus que décemment ses profs. Le problème réside dans le fait que cette manne financière est mal allotie entre un secteur privé opulent qui s'adresse aux riches capables de dépenser des fortunes pour l'éducation de leur progéniture et un secteur public en voie de transition avancée vers une « école des pauvres ». Une école publique qui n'a de gratuit que le slogan et qui est devenue depuis longtemps, le terrain de chasse privilégié des enseignants en quête de clientèle pour les cours particuliers avec à la clé, la dégradation de la prestation fournie pendant les heures de scolarité normale, la dévalorisation du statut social du prof et sa dépendance croissante à l'égard d'un « marché » d'où ne sont

exempts ni la complaisance ni la corruption de fonctionnaire. En bref, loin de contribuer à la justice inscrite dans les armoiries de la République et à laquelle aspirent tous les Tunisiens, la gratuité est devenue génératrice d'inégalités et d'injustice pour l'accès à la connaissance qui libère et valorise. Loin d'améliorer l'équilibre de notre société, la gratuité du service public en général et de l'école en particulier, en accroît les injustices et sape ses fondements. Remettre en cause ce principe faussement égalitariste, c'est reconstruire notre école sur des bases d'avenir qui préparent véritablement notre pays à l'économie de la connaissance et, au-delà, refonder notre modèle économique et notre modèle de société en s'appuyant sur les principes de responsabilité et des devoirs du citoyen.

La véritable stratégie de sortie de crise consiste donc à faire appel au citoyen pour assumer le coût de l'éducation de ses enfants. C'est du reste ce qu'il fait à travers la quasi généralisation des cours d'appui et des leçons particulières qui sont même parfois organisés légalement dans les enceintes de l'école-publique-gratuite. La manne financière ainsi obtenue additionnée à la subvention budgétaire de l'Etat serait amplement suffisante pour rémunérer correctement les enseignants, mettre à niveau les équipements scolaires et pédagogiques et enfin mais non des moindres, pour faire du social.

### **La fin de la gratuité ne signe pas la fin du social**

En effet, mettre fin à l'école gratuite ne signifie nullement condamner à l'ignorance et à l'analphabétisme les enfants des familles (et des régions) désargentées. Bien au contraire, il s'agit de refonder l'institution éducative en lui offrant la possibilité de disposer des équipements adéquats et de recruter des enseignants motivés et compétents qui seraient rémunérés selon les standards les plus élevés du pays et le cas échéant, sanctionnés, selon leurs performances. Cette refondation est du reste, en ligne avec la volonté politique de lutte contre le commerce parallèle et les activités souterraines dont évidemment, les cours particuliers. Sous réserve que l'école publique soit ainsi refondée, la manne financière ainsi obtenue serait en partie consacrée au paiement de bourses aux enfants des familles nécessiteuses. Celles qui sont effectivement incapables de signer le chèque de l'école.

Tel devrait être le deal à négocier avec les syndicats d'enseignants. Une valorisation plus que substantielle des rémunérations des profs dans le cadre de la refondation radicale de l'école, de son organisation, des modalités de formation et de recrutement des enseignants, du nouveau contrat de travail qui devra les lier à leur institution et non à la « fonction publique », des modalités d'évaluation de leurs performances pédagogiques, etc.

CROISSANCE ECONOMIQUE

# La croissance de l'économie tunisienne est restée anémique en 2014 : 2,3%

L'année 2011 mise à part, il s'agit du taux de croissance du PIB le plus bas enregistré par la Tunisie depuis le début des années deux-mille ; une croissance fort chétive qui résulte essentiellement de la politique de restriction budgétaire conduite en 2014...

Selon le communiqué publié cette semaine par l'Institut National de la Statistique (INS), la croissance économique tunisienne en 2014 est ressortie finalement à +2,3%. Il s'agit là de la plus faible performance enregistrée depuis le début des années deux-mille. Une prouesse obtenue grâce à la clémence du ciel et au relâchement en fin d'année de la politique de restrictions budgétaires mise en œuvre en 2014.

En effet, quoique chétive, la croissance du volume des richesses produites par la Tunisie en 2014 est due principalement à la poursuite du gonflement du secteur de l'Administration publique : la valeur ajoutée des services non marchands a progressé de +4,4% en variation annuelle en 2014. Ce secteur contribuait à hauteur de 15,0% du PIB en moyenne 2000-2001 ; il représente désormais plus de 18% à fin 2014 (18,4% en moyenne 2013-2014).

La croissance économique en 2014 est également due à la bonne performance du secteur de l'agriculture & de la pêche : après avoir régressé de -4,0% en 2013, la valeur ajoutée du secteur a progressé de +2,8% en 2014. Malgré la poursuite de la baisse de la contribution du secteur agricole dans le PIB, les fluctuations erratiques de la production agricole continuent d'impacter fortement sur les performances économiques de la Tunisie. De 10,0% en moyenne 2000-2001 l'apport du secteur primaire au PIB est passé à 8,3% en moyenne 2013-2014.

Elle provient enfin de la poursuite de l'expansion des services liés aux télécommunications : la valeur ajoutée des « Postes & télécommunications » a bondi de +8,5% en 2014 et son « poids » dans le PIB tunisien a été multiplié par trois entre 2010 et 2014.

En 2014, la Tunisie a continué de souffrir

la désorganisation et l'agitation qui marquent le bassin minier du Sud depuis la fin des années deux-mille-dix ainsi que l'épuisement de ses réserves pétrolières. Les « industries non manufacturières », enfin l'extraction des phosphates et l'exploitation pétrolière, ont reculé de -3,0% en 2014 par rapport à 2013. Leur contribution au PIB de la Tunisie a été pratiquement distribuée par deux entre la fin des années deux-mille et 2014.

A noter enfin, que les données fournies par l'INS l'ont été selon la méthode des prix chaînés aux prix de l'année précédente (2013) et qu'il s'agit de données désaisonnalisées. Comme nous l'avons mentionné à maintes reprises, cette méthode fournit des chiffres qui majoraient les données habituelles (données aux prix constants de l'année de base 20015). En outre, il s'agit d'une première estimation, c'est à dire que ces chiffres sont appelés à être « rectifiés » prochainement ; des corrections qui, à l'expérience aboutissent généralement à ajuster à la baisse les chiffres publiés initialement.

Compte tenu de ces remarques, il semble plus raisonnable d'estimer que la croissance économique tunisienne 2014, est davantage de l'ordre de 2,0-2,1%.

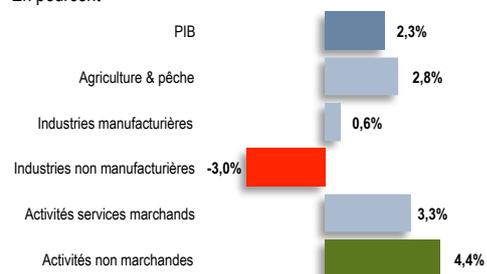
## Croissance économique

Taux de croissance annuel du PIB ; En pourcent



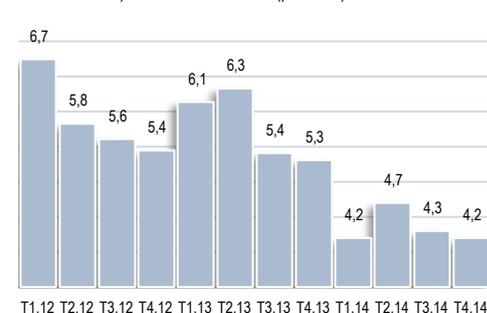
## Croissance économique en 2014

Taux de croissance annuel du PIB selon les principaux secteurs En pourcent



## Croissance du « PIB de l'Administration »

Taux de croissance de la valeur ajoutée de l'Administration (Services non marchands) en variation annuelle (pourcent)



## PRODUIT INTERIEUR BRUT aux prix chaînés de l'année précédente

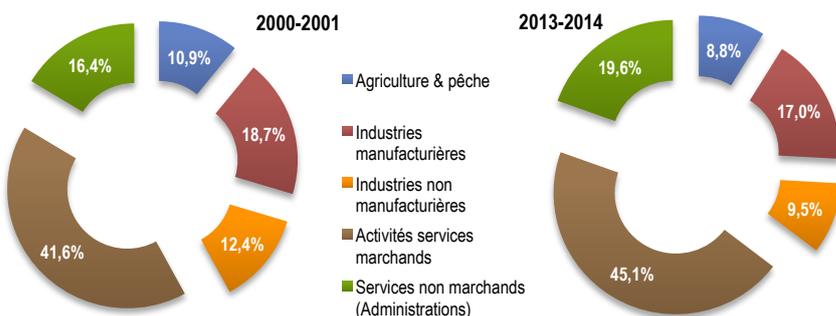
SOURCE : Institut National de la Statistique - TUNIS

Croissance économique	Variation du PIB	
	2013	2014
<i>Variation annuelle en pourcent</i>		
PIB (*)	2,4%	2,3%
Agriculture & pêche	-4,0%	2,8%
Industries manufacturières	1,4%	0,6%
Industries non manufacturières	-2,5%	-3,0%
Services marchands	3,9%	3,3%
Services Administration publique	4,6%	4,4%

(\*) \_ Il s'agit du PIB aux prix chaînés de l'année précédente et désaisonnalisé

## Structure du PIB de la Tunisie

Part relative des valeurs ajoutées des principaux secteurs économiques entre la période 2000-2001 et 2013-2014 ; en pourcent



PRODUCTION INDUSTRIELLE

# La production industrielle s'effondre au mois de novembre

Elle a diminué de 8,3% en novembre par rapport au mois d'octobre. Les secteurs exportateurs sont les plus touchés : -16,9% pour les industries mécaniques & électriques et -8,5% pour le textile & habillement.

Selon l'indice de la production industrielle du mois de novembre que vient de publier l'INS, la production industrielle s'est effondrée de 8,3% au mois de novembre par rapport au mois précédent. C'est le recul le plus fort depuis novembre 2013. La production du seul secteur manufacturier, c'est-à-dire hors phosphates, eau, énergie, a elle reculé de 8,6% (m/m), effaçant le timide rebond de 0,7% constaté au deuxième semestre 2014.

En novembre, la production a progressé dans les industries extractives, (+6,5% m/m) sans toutefois retrouver son niveau de l'année 2013 (-5,8% en g.a) et dans le secteur des matériaux de construction (+3,1% m/m) qui stagne par rapport à son niveau de 2013.

Observons que le mois de novembre

est habituellement marqué par une chute de la production industrielle. Chute d'autant plus marquée qu'elle touche les deux filières qui assurent plus de 60% des exportations de la Tunisie (industries mécaniques & électriques et le textile) mais qui sont aussi fortement liées aux fluctuations saisonnières du marché européen. Après dessaisonnalisation de l'indice de l'INS, la chute de la production du mois de novembre ressort à seulement 3,8% par rapport au mois précédent.

Outre cet effet saisonnier qui affecte aussi les industries agroalimentaires (-6,8% m/m), la baisse de la production industrielle est imputable à la poursuite du recul de la production énergétique (-7,6% m/m) qui n'a guère retrouvé en novembre 2014 son niveau de novembre 2007.

## INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE - Base 100 en 2000

SOURCE : Institut National de la Statistique - TUNIS

Mois de novembre 2014	Pondération	Données		Variation	
		Période	Précédente	Mensuelle	A 1 an
<b>Indice d'ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>129,4</b>	<b>141,1</b>	<b>-8,3%</b>	<b>0,1%</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>77,7</b>	<b>137,5</b>	<b>150,5</b>	<b>-8,6%</b>	<b>0,0%</b>
Industries agroalimentaires	14,7	132,3	142	-6,8%	2,5%
Matériaux de construction	7,1	141,8	137,6	3,1%	0,1%
Industries mécaniques & électriques	11,0	282,5	339,9	-16,9%	-2,5%
Industries chimiques	8,5	92,3	93,3	-1,1%	-8,7%
Textile, habillement & cuir	26,9	85	92,9	-8,5%	2,3%
Industries diverses	9,5	163,9	168,5	-2,7%	4,1%
<b>MINES</b>	<b>3,4</b>	<b>50,5</b>	<b>47,4</b>	<b>6,5%</b>	<b>-5,8%</b>
<b>ENERGIE</b>	<b>18,9</b>	<b>110,1</b>	<b>119,2</b>	<b>-7,6%</b>	<b>0,5%</b>

## FMI - MAROC

# Le FMI optimiste sur l'état de santé de l'économie marocaine

La croissance s'établirait à 4,4% en 2015 et l'inflation à moins de 2,0%

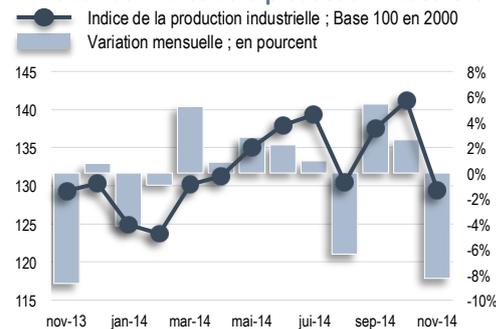
Le FMI vient de publier cette semaine l'état de santé de l'économie marocaine. Selon le Fonds, la croissance marocaine devrait « rester robuste à moyen terme à mesure que la demande extérieure et la confiance intérieure se redresseront ». Elle s'établirait à 4,4% en 2015 et à 5,0% en 2016. L'inflation reste maîtrisée (2,0% en 2015) et le secteur financier demeure solide.

Ces perspectives optimistes résultent

selon le Fonds, des avancées considérables sur le maintien de la stabilité macroéconomique dans un environnement difficile et ce malgré le problème du chômage et la « faible inclusion de la population sur le marché du travail ».

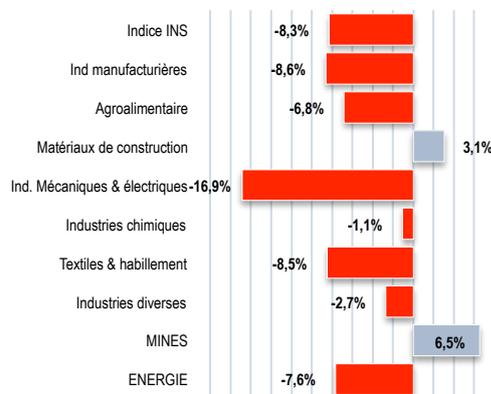
A noter l'écart considérable entre la Tunisie et le Maroc en matière d'investissement (voir graphique ci-contre élaboré à partir de la base de données du FMI)

## Evolution de l'indice de la production industrielle



## Production industrielle en novembre

Variation mensuelle de la production industrielle au mois de novembre selon les principales branches ; en pourcent



## Tunisie - Maroc

Evolution comparée du taux d'investissement (en pourcent du PIB) Source : banque Mondiale - World Economic Outlook ; Octobre 2014



Les destinataires de cette lettre sont les dirigeants et les hauts cadres de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Les informations qu'elle contient sont puisées aux meilleures sources et sont réputées exactes à la date de fin de rédaction indiquée en dernière page de ce document. Elles peuvent être modifiées sans préavis. Les analyses et données contenues dans ce document ne doivent être ni copiées, ni reproduites, ni modifiées, ni traduites, ni distribuées à aucune personne tierce sans l'accord préalable de TEMA.

Cette lettre hebdomadaire a été préparée par TEMA, un Think tank fondé par Hachemi Alaya et enregistré en tant que S.A.R.L au registre de commerce sous le matricule B0112592013.

Les publications de TEMA sont distribuées uniquement par voie numérique et sur abonnement.

Copyright © TEMA S.A.R.L - Tous droits réservés.

## Références de la chronique

- (a) *If You Pay Peanuts, Do You Get Monkeys?* A Cross-country Analysis of Teacher Pay and Pupil Performance' by Peter Dolton and Oscar Marcenaro-Gutierrez, Economic Policy 26(65) : 5-55, January 2011
- (b) France - Rapport de la Cour des comptes "Gérer les enseignants autrement" ; www.education.gouv.fr

TENDANCES DE LA SEMAINE

Taux d'intérêt	Euro / Dinar	Bourse TUNIS	Pétrole - Brent
<b>4,840%</b> -5,22%	<b>2,19316</b> -0,21%	<b>5442,26</b> +2,24%	<b>\$ 61,70</b> +2,41%

Marchés monétaire & obligataire

En pourcent.	Valeur	À 1 semaine	À 1 mois	À 1 an
<b>BCT-TUNISIE</b> Taux directeur : 4,75%				
Taux quotidien	4,840	4,900	4,860	4,500
Taux à 1 an	5,114	5,118	5,120	4,868
Taux à 4 ans	5,996	5,996	6,046	5,984
Taux à 10 ans	6,514	6,514	6,543	6,126
<b>BCE-ZONE EURO</b> Taux directeur : 0,05%				
Eonia	-0,046	-0,038	-0,019	0,162
Euribor à 3 mois (*)	0,040	0,048	0,055	0,286
Libor en euros à 6 mois	0,08500	0,09143	0,09643	0,33929
Bund 5 ans	-0,10	-0,07	0,01	0,61
Bund 10 ans	0,31	0,38	0,39	1,59
<b>FED- ETATS-UNIS</b> Taux directeur : 0,25 %				
Fed - Funds	0,07	0,12	0,13	0,07
Treasury Bonds 5 ans	1,51	1,54	1,28	1,49
Treasury Bonds 10 ans	2,01	2,07	1,77	2,65

Liquidité

	Unité	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
Solde CC Trésor	MDT	610,2	845,7	1461,7	42,2
Solde CC des banques	MDT	84,5	137,1	842,1	137,5
Refinancement BCT	MDT	3356,0	3235,0	5 705,9	2 804,5
Facilité permanente de prêt	MDT	349,0	14,0	801,0	46,0
Transactions interbancaires	MDT	574,8	1030,9	1 252,8	540,0
Billets & monnaies (*)	MDT	8499	8411,0	0,0%	12,4%
Avoirs en devises	Mds DT	14,94	15,09	13,25	10,46
Nb jours d'importations	jours	128	129	115	94

(\*) Les chiffres en pourcent indiquent les taux de croissance à 1 semaine et du taux à 1 an

Marchés des changes

	Unité	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
MARCHÉ DES CHANGES INTERBANCAIRE DE TUNIS					
Euro	1 €	2,19316	2,19781	2,33419	2,17199
Dollar U.S	1 \$	1,93760	1,92534	1,94599	1,56770
Yen Japonais	1000 ¥	16,2307	16,2300	17,0200	15,2765
Dirham Marocain	10 DH	2,02950	2,02580	2,08020	1,92810
Dinar Algérien	10 DA	0,2049	0,2043	0,2185	0,2007
Dinar Libyen	1 DL	1,4220	1,4112	1,6140	1,2572
MARCHÉ DE L'EURO					
Euro - Dollar U.S	1 €	1,1193	1,1361	1,3931	1,1273
Euro - Yuan chinois	1 €	7,0121	7,1093	7,8561	7,0429

Bourse

	Index	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
TUNIS	TUNINDEX	5442,26	5313,92	5442,26	4 339,18
	TUNINDEX 20	2335,56	2267,25	2335,56	1 753,16
En milliers de dinars					
	Capitaux traités	56 311	31 952	149 641	8 056
NEW YORK	DOW JONES	18 132,70	18 104,00	18 132,70	15 698,85
PARIS	CAC 40	4 951,48	4 830,90	4 951,48	4 033,18
ZONE EURO	EURO STOXX 50	3 599,00	3 490,53	3 599,00	3 004,64
CASABLANCA	MASI flottant	10 460,62	10 404,31	10 460,62	9079,10
LE CAIRE	EGX-30	9 334,01	9 481,20	9 965,43	7 143,52
ASIE	S&P/ASX 200	5 928,77	5 881,54	5 928,77	5 190,00

Matières premières

	Unité	Valeur	A 1 semaine	+haut à 1 an	+bas à 1 an
Blé à Chicago	Cts/Boisseau	513,25	518,00	792,50	474,00
Pétrole Brent	\$/Baril	61,70	60,25	118,76	49,05
Or à Paris	€/ Lingot	34 990	34 500	40 600	29 000
Phosphate Rock (**)	\$/ mT	115,00	115,00	185,0	101,0
INDICE CRB	100 = 1958	223,11	227,06	311,03	218,13
INDICE MOODY'S	100 = 1931	5 403,2	5 410,8	6 409,6	5 403,2
IBM - Food (***)	100 = 2000	98,87	98,87	124,6	98,87
BALTIC DRY INDEX	USD	533,0	511,0	1 706,0	530,0

# Revue des marchés

Données de la journée du vendredi 27 février 2015

TAUX D'INTERET

Baisse du coût de l'argent au mois de février ; le TMM en baisse de 9 Bips par rapport à janvier

Le taux moyen du marché monétaire (TMM) du mois de février a baissé de 9 Bips pour s'établir à 4,80% contre 4,89% au mois précédent. Pour le troisième mois consécutif, ce taux qui sert de base aux taux d'intérêt facturés par les banques, accuse une baisse.

Compte tenu de l'inflexion à la hausse de l'inflation relevée par la Banque centrale en janvier, il est peu probable que cette tendance à la baisse se poursuive au cours des prochains mois.

Evolution du taux moyen du marché monétaire

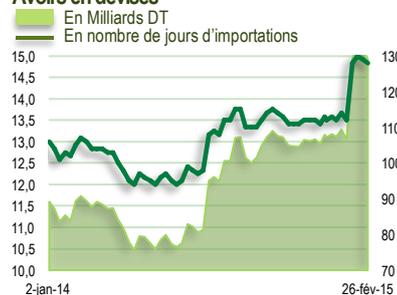


AVOIRS EN DEVISES

Les avoirs en devises de la Tunisie permettent de couvrir plus de 4 mois d'importations

Bien qu'en léger recul par rapport à la semaine dernière, les avoirs en devises de la Tunisie s'élevaient en fin de semaine à 14,94 Milliards DT permettant de couvrir 128 jours d'importations contre 129 à la fin de la semaine dernière. A titre de comparaison, le Maroc disposerait selon le FMI d'un matelas de devises permettant de couvrir 5 mois d'importations.

Avoirs en devises



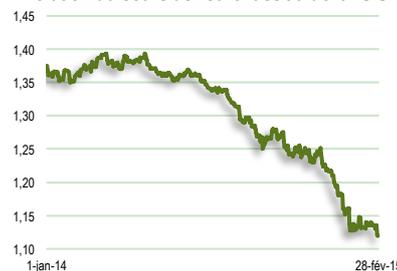
CHANGE / DINAR

L'évolution du dollar érode le bénéfice que la Tunisie tire de la baisse du prix du pétrole

L'euro est bien parti pour continuer à reculer face au dollar. La monnaie européenne a chuté en fin de semaine à moins de 1,12 dollar : 1,1184 dollar au cours de la journée du jeudi 26 février. Cette chute intervient suite à la publication de bonnes statistiques américaines...

Ce recul de la monnaie européenne s'inscrit sur une tendance lourde qui est appelée à perdurer au cours des prochains mois et ce en raison essentiellement de la robustesse de la croissance américaine comparée à celle de la zone euro et de la perspective d'approfondissement de la politique monétaire accommodante (rachats d'actifs) de la Banque centrale européenne. Une tendance qui annonce une « stabilisation » de la dépréciation du dinar face à l'euro et une dépréciation accentuée de la monnaie tunisienne face au dollar américain qui pourrait se négocier à deux dinars d'ici la fin du premier semestre

Evolution du cours de l'euro face au dollar U.S



BOURSE

Les indices de la Bourse de Tunis caracolent à des sommets historiques

Il en est de même de la plupart des indices boursiers mondiaux (voir tableau ci-contre). Le TUNINDEX a retrouvé des couleurs qu'il n'avait pas connues depuis « la révolution »...

Bourse de Tunis



PETROLE

Le prix du pétrole se stabilise autour de 60 dollars U.S le baril

Il clôture la semaine à moins de 62 dollars/baril.

Prix du pétrole

